 Région Provence Alpes Côte d'Azur	Révision du Programme Opérationnel FEDER FSE
Direction Générale Adjointe Europe et Coopération méditerranéenne	

Proposition de révision de la Maquette financière FEDER du PO FEDER FSE 2014 2020 Provence Alpes Côte d'Azur

1 - Principes fondant la révision

La perspective d'une révision du Programme opérationnel FEDER FSE (PO) a été envisagée par l'autorité de gestion au cours de l'année 2017, conformément à la délibération votée en Assemblée Plénière en novembre 2016.

L'analyse des enseignements des premières années d'animation, d'instruction et de programmation, faite sur la base des dossiers déposés et en cours d'instruction par Priorité d'Investissement (PI), nous conduit à proposer une révision de notre maquette financière.

Si le taux de programmation FEDER de 45.85% à fin décembre 2017 témoigne d'une forte dynamique de projets, une approche à l'échelle des Priorités d'Intervention révèle cependant des situations contrastées, reflétant des contextes et des modalités spécifiques à chaque thématique.

Dans un souci d'optimisation des crédits restants, des transferts de crédits sont ainsi proposés pour les mesures présentant des blocages indépendants de l'Autorité de Gestion, et pour lesquels nous n'avons à ce jour aucune garantie qu'ils puissent être levés à un horizon compatible avec le calendrier du Programme Opérationnel.

Ainsi, le transfert de FEDER des mesures de l'axe 3 dédié à la transition énergétique et écologique présentant des blocages réglementaires vient abonder l'axe 1 dédié à l'économie, la recherche et les entreprises, dont les appels pourront cibler prioritairement les projets à forte contribution environnementale.

L'enveloppe FEDER de l'axe 2 dédié aux TIC reste inchangée.

L'enveloppe FEDER de l'axe 4 dédié à la Politique de la Ville est ajustée à la marge sur l'ITI Toulon Provence Méditerranée.

(Voir détail de la maquette financière sur fichier joint)

Confortant le fil directeur de la stratégie « emploi » du Programme Opérationnel, la maquette révisée respecte le principe de concentration thématique avec :

- 88% du FEDER (hors AT) consacrés aux Objectifs thématiques 1 à 4
- 26.2% du FEDER (hors AT) consacré à l'Objectif thématique 4, soit 6.2 points au-dessus du seuil réglementaire.

Une note visant à démontrer l'absence d'impact environnemental significatif de ces modifications est parallèlement envoyée à l'Autorité Environnementale.

La révision de la maquette financière implique une réévaluation de nos objectifs quantitatifs. Certaines valeurs des indicateurs de réalisation sont ainsi revues, certains à la hausse, d'autres à la baisse. Les propositions de modification des valeurs assorties des méthodes de quantification sont présentées dans une note spécifique.

Conformément aux recommandations de la Commission européenne lors de l'élaboration du PO, la Région Provence Alpes Côte d'Azur sélectionne les projets par le biais d'appels à proposition (à l'exception des instruments financiers). Cette modalité sera maintenue après révision.

2- Argumentaires détaillés par Axe

2.1 Axe 1 : Recherche innovation PME

PI1a : Infrastructures de Recherche

Cette mesure permet de financer les Infrastructures de Recherche et Développement des acteurs académiques et de la Recherche. Elle contribue à l'excellence dans les filières stratégiques et conditionne leur développement.

En lien étroit avec le Contrat Plan État-Région, elle a mobilisé un grand nombre de porteurs de projet, très réactifs dans leurs candidatures et a ainsi rencontré un vif succès.

Un abondement de 10M€ de FEDER est proposé.

Les valeurs cibles du Cadre de Performance sont réévaluées au prorata de l'augmentation de l'enveloppe. (Cf. note dédiée).

PI1b: Projets innovants, Pilotes, Démonstrateurs, plateformes partenariales

Cette mesure, réservée aux filières stratégiques, vise le renforcement de la Recherche et Développement dans les entreprises. Elle permet de financer des projets variés : projets individuels des entreprises, projets collaboratifs des acteurs de la Recherche et des entreprises, projets des acteurs de l'écosystème de l'innovation.

Cette mesure très dynamique, suscitant un vif intérêt des porteurs de projets, permet notamment de financer le développement des filières stratégiques, dont la transition énergétique.

Un abondement de 8.8M€ de FEDER est proposé. Il vise à permettre de poursuivre cette dynamique, notamment au profit de projets contribuant aux Accords de Paris.

Ne pas abonder significativement cet axe porterait un coup d'arrêt à une priorité phare de la Stratégie UE 2020 et du Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII).

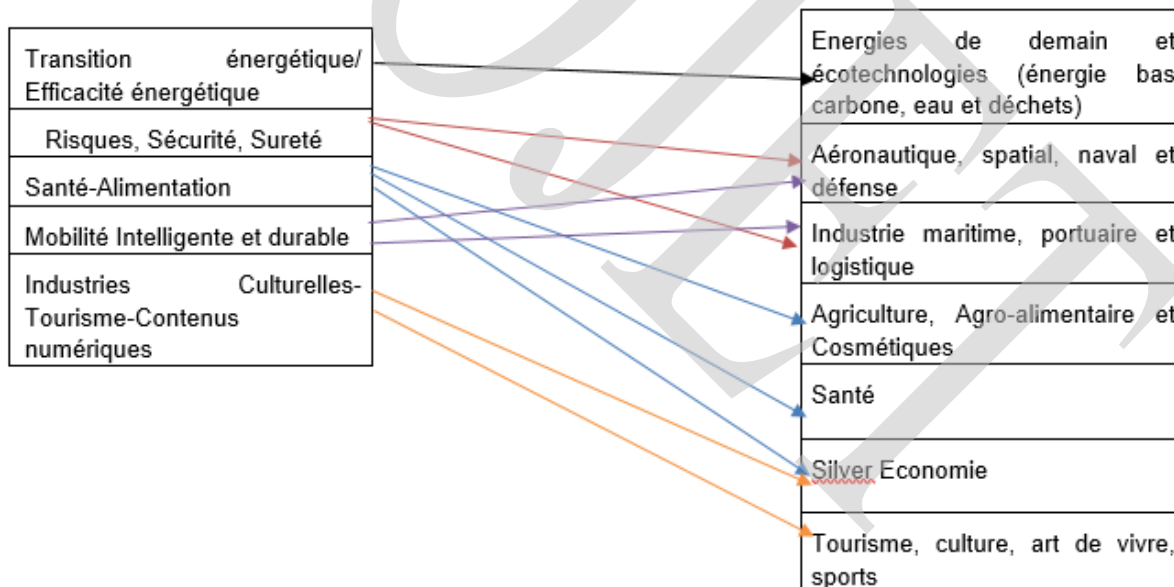
Les valeurs cibles du cadre de performance (CO01) sont réévaluées au prorata de l'augmentation de l'enveloppe. (cf. note dédiée).

L'inscription du Grand Projet Provence Grand Large (5 M€ de FEDER potentiel), est transféré de la Pi4a (énergies renouvelables) vers la Pi1b, conformément aux résultats intermédiaires de l'étude Jaspers (en cours) qui le qualifie de projet « pilote », s'inscrivant dans une logique de Recherche développement.

Les travaux conduits à l'occasion du Schéma Régional de Développement Economique de l'innovation et de l'internationalisation ont montré la nécessité d'actualiser la démarche de spécialisation intelligente initiée dans la RIS3 (adoptée en 2013). Une large concertation (11 ateliers territoriaux) impliquant très largement les acteurs économiques du territoire pendant l'année 2016 a ainsi permis d'identifier les « nouvelles » « filières stratégiques ».

Ces 7 filières (+ 3 technologies génériques clefs) sont décrites dans l'axe 1 du SRDEII. Elles respectent le principe de spécialisation intelligente et visent des marchés porteurs différenciants. Elles constituent l'actualisation des Domaines d'activités stratégiques (+ 3 technologies génériques clefs) initialement ciblés dans le PO.

Schéma : Des Domaines d'Activités Stratégiques aux Filières Stratégiques





OT3 : PI3a : Esprit d'entreprises et Création de PME / PI3d : Développement des PME

Cet axe vise le renforcement de la compétitivité des PME. Il est au cœur du SRDEII et des politiques régionales sur lesquelles la région mobilise des sommes importantes en contrepartie desquelles un abondement du FEDER génèrerait un important effet de levier.

Les réalisations :

A ce jour, cet axe a permis de financer la création et le développement des PME par :

L'octroi de subventions :

La mesure PI3a a permis de financer des projets d'hôtels d'entreprises (Grasse – Alpes Maritimes, Haute Provence), ainsi qu'un parcours de création et de croissance des TPE/PME dans le Var.

Initialement ciblée sur des actions collectives auprès des PME pour lesquelles le régime d'aide n'a finalement pas été stabilisé, faute d'un accord entre l'Etat et la DG Concurrence, la mesure PI3d a été mise en œuvre tardivement. Un appel « Aide directe aux entreprises » permettant d'attribuer des aides individuelles aux PME, lancé mi 2016, confirme la difficulté de l'application concrète des régimes d'aides aux PME.

S'agissant d'aides directes et individuelles, les réalisations de cette programmation resteront à un niveau moindre, au regard des hypothèses qui avaient été faites pour l'estimation des objectifs cibles.

La mise en œuvre d'instruments financiers :

- Le volet « création » de Paca Investissement (12 M€ de FEDER), instrument de Capital Risque, qui soutiendra les PME jusqu'en 2022
- Le volet « Développement » de PACA Investissement (12M€ de FEDER), instrument de Capital Risque, qui soutiendra les PME jusqu'en 2022. (Pi3d)

Les réalisations au titre des Instruments financiers, après avoir été retardées par des difficultés d'ordre réglementaire (cf. note révision Cadre de Performance) sont d'ores et déjà encourageantes.

Les crédits restants :

10M€ des 13.7 M€ disponibles à ce jour sur les priorités de l'OT3 seront mobilisés pour financer en 2018 la création d'un **fonds de garantie** à destination des PME, visant un soutien à 600 entreprises.

La révision :

Un abondement de 6.3 M€ est proposé sur l'OT3.

Cet abondement vise en priorité le financement à hauteur de 10 M€ de FEDER d'un nouvel instrument financier finançant des **prêts participatifs** à destination des PME régionales, visant un soutien à 180 entreprises.

Compte tenu de difficultés d'ordre réglementaire ayant conduit d'une part à une hypothèse de calcul erronée (cf. note Cadre de performance), d'autre part à des délais dans la mise en œuvre effective des instruments financiers, les valeurs des cibles 2018 et 2023 des indicateurs CO03 et CO07 sont réévaluées.

PROJET

2.2 Axe 2 : Technologies de l'Information et de la Communication

L'enveloppe globale FEDER de l'axe est conservée : 43,604 M€ FEDER.

Des transferts internes entre PI sont proposés.

PI2a : Infrastructures Très haut Débit

Cette mesure très fortement programmée (77%) a permis de contribuer au financement de deux projets de réseaux Très Haut Débit. L'un dans les Départements des Alpes de Haute Provence et des Hautes Alpes, l'autre dans les Alpes Maritimes.

Les capacités de financement sur le programme restent faibles par rapport à l'ampleur des montants nécessaires pour la montée en débit des territoires éligibles.

De fortes attentes ont été exprimées par les réseaux des départements du Vaucluse, du Var et des Bouches-du-Rhône.

Un abondement de cette priorité de 5M€ FEDER est proposé. Il permettra de lancer un dernier appel en 2018.

Une erreur de calcul a été détectée dans la quantification des valeurs initiales du cadre de performance. Les valeurs corrigées sont présentées dans la note « cadre de performance ».

PI2b : Produits et services TIC des PME

Cette priorité vise le renforcement des usages avancés du numérique dans les entreprises ainsi que le développement de produits ou d'application TIC.

Les actions visées initialement reposaient sur la mise en œuvre d'actions collectives, pour lesquelles le régime d'aide dédié n'a pas été stabilisé.

L'appel lancé fin 2015 s'est pour cette raison révélé infructueux. Les demandes potentielles émanaient d'acteurs « intermédiaires » type Clusters, souhaitant mener des actions collectives.

Face à cette difficulté réglementaire et sans espoir de déblocage, une diminution de son enveloppe de 8.63 M€ de FEDER est proposé, dont 5 M€ pour abonder la mesure Pi2a et 1.63M€ pour la Pi2c. Cette mesure est « asséchée » à la révision.

Le soutien au développement numérique des entreprises continuera malgré tout d'être proposé au titre du Programme Opérationnel, sous une autre forme, par le biais d'instruments financiers sur l'OT3 pour lesquels l'enveloppe est abondée.

La valeur cible 2018 de l'indicateur « Nombre d'entreprise soutenue » du cadre de performance est réévaluée au prorata de la diminution de l'enveloppe.

PI2c : Produits et services TIC – sphère publique

Cette mesure vise le développement de services numériques innovants au bénéfice des acteurs de la sphère publique, en lien avec les enjeux de la Smart Région : démonstrateurs d'usages, lieux d'innovation d'usages ciblés sur les filières stratégiques du SRDEII.

Les appels ouverts chaque année sur cette priorité ont suscité un grand intérêt et une réponse dynamique des porteurs de projets dans des secteurs variés : collectivités (projets de Systèmes d'information géographiques), structures associatives, notamment du secteur culturel.

Un abondement de 1.63M€ de cette priorité est proposé.

Les valeurs cibles du cadre de performance sont réévaluées au prorata de l'augmentation de l'enveloppe. (Cf. note dédiée).

2.3 Axe 3 : Transition énergétique et valorisation durable des ressources

PI4a : Énergie Renouvelable

Contenu :

Cette priorité vise le développement des capacités de production d'énergie renouvelable, en soutenant les projets d'études, d'expérimentation et de réalisation de systèmes de productions d'énergie renouvelable.

Elle présente des difficultés réglementaires, liées à une quasi impossibilité de financer les projets portés par les grandes entreprises, compte tenu de l'obligation applicable aux projets d'énergie renouvelable de tenir compte des recettes générées par leurs projets, y compris dans le cadre d'un régime d'aide, ce qui est nouveau sur 2014 – 2020 donc imprévisible au moment de la rédaction du programme. Contrairement aux secteurs des déchets et de la Recherche et Développement, la Commission européenne n'a, en effet, pas défini de taux forfaitaire pour le secteur des énergies renouvelables applicable aux recettes générées.

Ainsi à ce jour, sur les 12 dossiers déposés, un seul a pu être programmé. Un projet porté par EDF, de boucle thalasso thermique (eau de mer) alimentant la production de chaud et froid d'un îlot urbain (Allard) au cœur du quartier Euromed II (Marseille), lauréat de Regio Star.

Au-delà de ce projet, les contraintes réglementaires bloquent le potentiel de programmation de cette mesure.

Les règlements UE n°1303/2013, art.61 et UE n°480/2014, art. 15 à 19, imposent d'une part la prise en compte des recettes nettes sur 15 à 25 ans pour les projets du secteur de l'énergie. Or les projets proposés sont rentables à moyen terme, ce qui conduit à neutraliser la subvention FEDER pour la plupart des projets. (Par exemple : pour un projet de centrale hydroélectrique porté par un GIE : FEDER demandé = 1.051M€, après prise en compte recettes : FEDER retenu = 95k€.)

D'autre part, les porteurs sont pour la plupart de grandes entreprises au sens de l'Union. Le régime d'aide d'Etat applicable (*régime cadre exempté SA 40405 relatif à la protection de l'environnement*) impose alors un taux d'aide publique faible, réduisant ainsi le taux maximum de FEDER admissible.

Cette lecture combinée du régime d'aide et de la réglementation conduit de fait à neutraliser tout ou partie des subventions FEDER pouvant être accordées.

Ces problématiques sont bien identifiées au niveau national, comme en témoigne la mise en place au niveau du CGET d'un groupe de travail « Aides d'Etat- Energie – Environnement » en 2018.

Par ailleurs, le grand projet « Provence Grand large » initialement inscrit sur cette priorité correspond en fait à un démonstrateur technologique (une seule éolienne flottante est en production en France) pour lequel la filière n'en est pas au stade de l'exploitation industrielle à ce jour. Pour cette raison et face aux difficultés réglementaires externes, il est proposé d'inscrire le financement du grand projet « Provence Grand Large » sur la PI1b.

L'inscription sur la PI1b présente par ailleurs l'avantage de la souplesse de programmation sur d'autres projets en cas de retard ou de difficulté toujours possible sur des projets de cette ampleur. L'étude Jaspers est encore en cours.

Evolution de la maquette financière

Au regard de ces contraintes qui ne semblent pas pouvoir être levées d'ici la fin de la programmation, nous proposons une diminution de cette PI de -7M€.

Ces crédits seront transférés vers l'axe 1 afin de pouvoir les mobiliser sur de nouveaux projets de Recherche-Développement.

Le grand projet « Provence Grand Large », ferme pilote de 3 éoliennes flottantes innovantes d'un montant de 5 M€ de FEDER, sera inscrit sur la PI1b ;

Cadre de performance

Compte tenu de ces difficultés externes, les hypothèses ayant fondé l'estimation des cibles 2018 et 2023 se sont révélées erronées.

L'impossibilité réglementaire à financer la majorité des typologies de projets identifiées pour l'estimation initiale nous conduit à une réévaluation des cibles 2018 et 2023 de l'indicateur CO30.

(cf. note cadre de performance).

PI4c : Efficacité énergétique

Cette mesure vise la réduction des consommations énergétiques par le financement de travaux de réhabilitation thermique des bâtiments (isolation thermique, équipements de ventilation, de production de chaleur et de froid). Les financements portent à la fois sur les études et les investissements dans les travaux, uniquement en rénovation.

Deux cibles sont visées : le logement social public et le tertiaire public.

Il n'est pas proposé de modification substantielle du cadre d'intervention de la mesure.

Pour la cible logement social public les objectifs visés initialement dans le Programme opérationnel sont maintenus.

En revanche, sur le tertiaire public, des facteurs externes ont freiné la programmation.

- D'une part, la baisse des dotations de l'Etat aux communes qui a conduit ces dernières à ne pas entreprendre ce type d'investissement, d'où le faible nombre d'opérations proposées sur cette cible. Pour rappel, cette baisse est sensible depuis 2014, et pèse fortement sur les capacités d'investissement des collectivités locales. A titre d'exemple, la dotation globale de fonctionnement, qui est de loin la ressource principale de l'Etat aux collectivités territoriales (67% de la mission « relation de l'Etat aux collectivités locales »), représentait en 2017 près de 30,9 Md€, contre 32,2 Md€ en 2016 et encore 40 Md€ en 2014.
- D'autre part, l'assimilation des communes à des grandes entreprises dans le cadre du RGEC (rappelé dans la note de la DG concurrence du 14/10/2015) qui rend le taux maximum de FEDER admissible sur ces dossiers peu attractifs.
- Ainsi, à ce jour, seulement 4 dossiers ont été déposés, 2 seulement ont pu être programmés pour un montant de 0.4 M€ FEDER.

Sans espoir de déblocage, il est proposé une diminution de cette PI de 9 M€, sur la cible tertiaire public. Ce transfert de crédit vers l'axe 1 permettra d'assurer la programmation d'une partie des crédits restants. L'enveloppe restante pourra être mobilisée pour poursuivre le financement de projets d'efficacité énergétique sur le logement social public.

La cible 2018 de l'indicateur dédié au tertiaire public est réévalué au prorata de la diminution de l'enveloppe. (cf note « cadre de performance »).

PI4d : Smart Grids

Cette mesure a pour objectif de permettre le financement (études et travaux) des solutions innovantes en matière de réseaux intelligents.

Sur les Appels à projets ouverts en 2016 et 2017, seuls 4 dossiers ont été déposés. Cette situation témoigne du manque de maturité de la filière des smart grids en région PACA. Le programme FLEXGRID, proposé par la région PACA, n'a en effet été désigné lauréat de l'appel à projet national pour le développement de la filière que le 15 mars 2016. Il n'est pas en mesure aujourd'hui d'être le catalyseur attendu pour la filière. En résulte des projets insuffisamment matures pour solliciter du FEDER. Les structures juridiques sont encore très jeunes ou encore en création, avec des capacités administratives et financières inadaptées aux exigences du FEDER, ou des contraintes techniques et réglementaires non levées.

Afin de se rapprocher des capacités réelles de la filière à ce jour, nous proposons de transférer les 6.9 M€ de crédits FEDER restants, vers la Pi1b.

Ils pourront ainsi financer les phases amont et/ou briques de projet de smart grids (démonstrateurs technologiques, innovation, expérimentations, validations de modèles économiques...), qui correspondent mieux aux projets en mesure d'émerger à ce jour sur le territoire régional.

Cette PI ne contribue pas au cadre de performance

PI4e : Transports urbains durables

Cette mesure permet le développement des transports durables selon quatre types d'actions :

- L'électrification des voies de chemin de fer
- La création de pôles d'échanges multimodaux (PEM)
- Le développement d'outils de connaissance et d'exploitation des réseaux de transport de voyageurs (SAIEV)
- Les études et aménagements des modes doux.

Sur le premier type d'actions (électrification), l'abandon du projet d'électrification de la ligne Nice-> Plan du Var (finalement remplacé par l'achat de locomotive diesel par les Chemins de Fer de Provence), qui était explicitement inscrite dans le PO, explique l'absence de dossier de ce type programmés à ce jour. Les investissements ferroviaires étant très lourds et s'inscrivant sur le long terme, il n'existe pas de perspective qu'une autre opération émerge et puisse s'inscrire sur cette PI.

Les 2^e et 3^e types d'actions (PEM et SAIEV) ont connu une programmation très dynamique, ce qui fait naître un besoin de financement sur ces deux types d'action en particulier.

Sur le 4^e type d'actions (modes doux), il est proposé une reformulation de la mesure, qui doit préciser les types d'investissement éligibles (en citant les vélo routes et voies vertes) et les cibler sur le schéma régional vélo routes (adopté en 2016) par souci de cohérence avec la politique régionale mise en œuvre dans ce domaine.

Cette mesure a affiché un démarrage lent, expliqué par la nécessaire maturation des projets concernés : projets à large assiette financière, impliquant un nombre important de co financeurs, induisant des calendriers de réalisation longs (de 3 ans à 5 ans le plus souvent : études + travaux) et un travail important de vérification de la documentation (marchés publics) en phase d'instruction préalablement à la programmation.

La très forte réactivité des porteurs de projet sur les 2 derniers appels montre une bonne capacité de progression.

Il est ainsi proposé d'augmenter (+3M€) l'enveloppe dédiée à cette mesure (hors ITI), pour ne pas briser cette dynamique en permettant le financement de ces projets qui constituent aussi une réponse aux enjeux environnementaux du territoire de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, en terme de report modal sur les Transports Collectifs.

La marge de manœuvre financière ainsi dégagée doit également pouvoir permettre le financement de quelques nouveaux projets de vélo routes et voie vertes (4^e typologie).

Par ailleurs, nous proposons le transfert de 1.36 M€ de l'enveloppe ITI Toulon Provence Méditerranée, pour abonder ses priorités 8a et 9a sur l'axe 4, sans modification de son enveloppe globale. Ce transfert interne à l'enveloppe ITI TPM est demandé par TPM pour débloquer la finalisation de leur programmation.

Il en résulte une augmentation de l'enveloppe de la PI4e de 1.64 M€ de FEDER (=3 M€ -1.36M€)

PI6d : Trames vertes et bleues

Les projets de cette mesure visant la protection de la biodiversité (trames vertes et bleues) sont des opérations concrètes et visibles, contribuant directement à l'amélioration du cadre de vie des citoyens et présentant une dimension innovante ou expérimentale.

La dynamique de programmation de cette Priorité d'investissement, programmée à hauteur de 18.5% à fin 2017 reste modeste. Certains projets se sont en effet tournés vers des financements de l'Agence de l'Eau, finalement ouverts sur la même thématique, avec des procédures moins complexes à mettre en œuvre.

En conséquence, une diminution de 5.2M€ de FEDER est proposée.

Le rapport environnemental de février 2014 soulignait que l'OT6 en région Provence Alpes Côte d'Azur offrait un niveau de financement exceptionnellement élevé par rapport aux autres PO FEDER au plan national.

2.4 Axe 4 : Inclusion sociale par l'emploi

Il s'agit d'un axe essentiellement mis en œuvre par les Métropoles (Aix-Marseille, Nice Côte d'Azur, Toulon Provence Méditerranée, et Grand Avignon), dans le cadre des Investissements Territoriaux Intégrés (ITI).

La seule modification envisagée est un transfert au sein de l'enveloppe ITI de Toulon Provence Métropole (TPM) de crédits affectés à la PI 4e (Axe 3) vers les PI 8a et 9a (Axe 4). La maquette globale de l'ITI de TPM reste inchangée. Ce transfert est demandé par TPM pour éviter un blocage sur leur enveloppe financière contrainte à l'échelle de chacune de leur 3 Priorités.

Ce transfert ne modifie en rien l'accord Ministère de la Ville/ Régions de France fixant à 10% le seuil de crédit FEDER dédiés aux projets en Quartiers urbains sensibles.

Elle est nécessaire pour finaliser la programmation de projets prioritaires pour le territoire de TPM.

	Maquette ITI TPM initiale	Maquette ITI TPM révisée	Transfert
Pi 4e Mobilité Urbaine durable	1 800 000	440 000	- 1 360 000
Pi 8a Activités et emplois	1 000 000	1 320 000	+ 320 000
Pi 9a Infrastructures sanitaires et sociales	1 700 000	2 740 000	+ 1 040 000
Total	4 500 000	4 500 000	